

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Edition française du journal *Zeit-Fragen*

## Parcs naturels, lynx, loup: on nous spolie sournoisement de nos terres agricoles nationales Laissons leurs territoires aux peuples européens!

par Marianne Wüthrich

Maintenant, toute l'Europe est couverte de «parcs nationaux» et les peuples européens se voient spoliés de manière rampante de régions entières, surtout frontalières ou transfrontalières. Et ce qui échappe au contrôle des habitants, ce ne sont pas des terres incultes mais des villages habités et leurs infrastructures, leurs fermes, leurs PME, leurs institutions culturelles et leurs coutumes, tout ce dont la population a besoin pour vivre dignement. Car dans ce monde écologique merveilleux qu'est l'UE, les hommes et leur bien-être n'occupent pas la première place. Il faut avant tout des terres pour les loups, les lynx et beaucoup d'autres êtres vivants au profit desquels les besoins de l'agriculture et d'autres formes d'activité humaine, voire de vie humaine, doivent passer au second plan. La protection de la biodiversité devient-elle un prétexte au dépeuplement de régions, à l'exode rural et aux projets de l'économie planifiée évoqués par Jean-Christophe Rufin dans son roman «Globalia»?

En Allemagne aussi les habitants des régions concernées considèrent comme une menace les procédés des idéologues des parcs naturels et de l'introduction des loups. Ce qui est problématique, ce ne sont pas les parcs naturels et les parcs nationaux des années 1950-1960 mais le programme radical – dont l'application est déjà très avancée dans tous les Etats membres de l'UE – de la directive 92/43/CEE du Conseil européen du 21 mai 1992 sur «la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune et de la flore sauvages», plus généralement appelée Directive Habitats Faune Flore (HFF). La Commission européenne l'a imposée aux Etats membres de l'époque et par la suite aux nouveaux Etats sans que ni leurs gouvernements ni leurs parlements ni leurs citoyens ne l'ait lue. Or elle n'est absolument pas aussi anodine que son nom le laisse penser. Elle donne à la Commission européenne le droit d'en contrôler la stricte application par les Etats et, le cas échéant, de l'imposer juridiquement par la Cour de justice européenne (CJUE). Toutes les structures fédéralistes traditionnelles des pays, voire les Etats nations et leurs frontières doivent disparaître peu à peu suite à cette directive. Toute activité économique, notamment en agriculture, est compromise, voire rendue en partie impossible. Presque tous les domaines vitaux pour la population sont concernés par la Directive car tout projet concernant le territoire d'un parc naturel doit être soumis à une «étude d'impact environnemental». La Directive a des effets si importants que nous la présentons en détail dans un prochain numéro d'Horizons et débats.

### Sommaire

440 meutes de loups prévues en Allemagne pour «déplacer» les êtres humains?

page 5

Belgique: une agonie interminable

page 6

Les citoyens ont leur mot à dire à propos des questions monétaires fondamentales

page 7

Nous autres Suisses devons également y regarder de plus près. Contrairement à nos voisins, nous pouvons voter sur l'adhésion de nos communes à un parc naturel. Nous pouvons donc approuver ou refuser notre mise sur la touche politique, la réduction considérable de notre autonomie communale et la disparition des frontières nationales entraînées par les parcs naturels transfrontaliers. Nous devons aussi être conscients que les parcs naturels, qui poussent comme des champignons, ne sont qu'un moyen de plus de nous intégrer de manière durable au système centraliste de l'UE. Les nouveaux Verts ne cèdent pas non plus là où les communes ont opposé leur veto catégorique. On sait que l'Administration fédérale est noyauté par de nombreux «agents» de l'intégration à l'UE, tel l'Office fédéral de l'environnement (OFEV) qui cherche à nous imposer des parcs naturels avec la promesse d'aides financières et de labels à gogo, et cela conformément à la Directive Habitats Faune Flore.

### Spoliation rampante de territoires nationaux dans toute l'Europe

L'Etat est constitué de trois éléments: le peuple, le territoire et le pouvoir politique. Pour le droit constitutionnel, c'est une évidence et elle devrait être familière aux citoyens. Seuls les tenants de l'écologie profonde et les nouveaux Verts font comme s'ils pouvaient oublier cela. Les partisans d'une dictature verte ou d'une réduction criminelle de la population mondiale spolient maintenant les peuples d'Europe de leur territoire. Ils appellent les nouvelles structures par euphémisme des «parcs naturels» et font croire aux habitants des villages qu'il s'agit de gérer le sol de manière écologique. En outre, ils leur promettent des aides de l'Etat pour le développement de leurs institutions touristiques et culturelles au moyen d'un label qu'ils peuvent attribuer à leurs produits et à leurs services régionaux. Ils espèrent que les habitants des régions rurales et de montagne vont mordre à l'hameçon et vont penser qu'ils pourront mettre un terme à l'exode rural et sauvegarder ces communautés vivantes que sont leurs villages et leurs vallées. Jusqu'au moment où ils se rendront compte – mais trop tard – qu'en signant le contrat de parc naturel, ils ont perdu le contrôle politique de leur commune, qu'on les a privés de leur autonomie communale. Les dictateurs écologistes de l'administration des parcs ne leur parlent pas des restrictions considérables imposées à la population après son adhésion au parc naturel à sa liberté d'organiser sa vie comme elle l'entend, à ses activités économiques, aux constructions, au maintien et au développement des infrastructures, voire à l'utilisation des sentiers pédestres et à la pêche dans les étangs. Monsieur et Madame Tout-le-monde remarquent qu'il y a là quelque chose de louche quand ils considèrent le fait que les contrats de parc naturel ne peuvent pas être dénoncés durant une très longue période de 10 ans. Dans une prochaine édition, *Horizons et débats* abordera les problèmes issus du fait que ce genre de construction juridique superpose à l'organisation démocratique des structures opaques et déconcertantes, ce qui aura de graves conséquences particulièrement en Suisse dont la démocratie directe est très développée.

### Mettons un terme à l'écologie débridée

par Adrian von Grünigen

Le parc naturel *Seerücken* ne verra pas le jour faute de soutien de la population concernée. Les agriculteurs s'opposent massivement aux projets de renaturation des rivières. [...]

Chaque hectare de terres agricoles sacrifiées à la protection de l'environnement retire à une famille paysanne un peu de ses moyens de subsistance. Il y a de l'existence même des éleveurs d'alpage qui perdent des moutons à cause des loups et à qui la protection de leurs troupeaux coûte très cher.

Si les agriculteurs ne défendent pas le maintien de surfaces d'assolement, il n'y aura plus, dans quelques années, que des maisons, des rues, des terrains de golf, des forêts et des espaces naturels

protégés. Alors, nous devons peut-être importer nos aliments du monde entier.

Il ne faut pas croire que les agriculteurs soient indifférents à la défense de l'environnement. Plus de 95% des exploitations respectent des principes écologiques si bien que nous avons de l'eau salubre et des paysages intacts. Aujourd'hui, la nature compte plus qu'il y a un siècle. Comme de plus en plus de terres agricoles doivent disparaître au profit des constructions, il convient de protéger ce qui reste de ces terres. C'est pourquoi il faudrait ajouter à «Stop au bétonnage» le slogan «Stop à une protection excessive de l'environnement».

Source: Editorial du «Thurgauer Bauer» n° 42 du 21/10/11

### Disparition des frontières nationales et par là même des Etats nations

L'objectif des bureaucrates de Bruxelles est de faire disparaître secrètement les frontières nationales par le biais des parcs naturels et, au moyen de cette méthode sournoise, de créer, contre la volonté des populations, l'«Europe des régions» planifiée depuis longtemps. «Les parcs naturels ne reposent pas avant tout sur les frontières administratives mais sur les espaces naturels. C'est pourquoi il y a en Europe des parcs naturels transfrontaliers. Ils rapprochent les personnes qui y vivent et contribuent à l'intégration européenne.» ([www.naturparke.de/pages/europa](http://www.naturparke.de/pages/europa))

Comme si les frontières nationales empêchaient les gens des deux côtés de la frontière de se lier d'amitié! C'est à propos de cette question que l'on trompe justement ceux pour qui vivre avec ses voisins dans un esprit de coopération pacifique est une évidence, car on leur fait croire qu'il s'agit d'améliorer leurs relations par-delà les frontières. Comme s'ils en avaient besoin! Nous autres Euro-

peens entretenons depuis longtemps avec nos voisins d'outre-frontières des relations amicales et nous réglons toutes les questions nécessaires au moyen d'accords bilatéraux: transports, sécurité, travail, formation, etc.

Mais ce n'est pas cela qui intéresse les stratèges. Avec l'«intégration européenne», ils visent en réalité tout autre chose: l'Etat central absolu placé sous la domination du capital financier. Et à cette fin, il s'agit de démembrer les territoires nationaux et de recoller ensemble des morceaux de différents pays pour créer de nouvelles régions transfrontalières, ce qui fera perdre aux Etats leur souveraineté car qui n'a plus de territoire national perd son pouvoir de décision sur lui. Voici un exemple: Vous voyez ci-dessous une carte du canton de Schaffhouse auquel l'étude d'impact environnemental d'un parc naturel a annexé les communes allemandes de Jestetten et de Lottstetten. Pour une fois, ce ne sont pas les politiques allemands qui veulent annexer la Suisse mais l'inverse

Suite page 2

### Etude d'impact pour un parc naturel régional dans le canton de Schaffhouse





### «Parcs naturels, lynx, loup: ...» suite de la page 1

(«Machbarkeitsstudie für einen regionalen Naturpark im Kanton Schaffhausen, 2010 [www.naturpark.sh.ch](http://www.naturpark.sh.ch)).

L'étude a été réalisée par l'omniprésente Haute Ecole des sciences appliquées de Zurich (ZHAW) qui recouvre la moitié de la Suisse et certains territoires situés au-delà des frontières de ses projets qui profiteront peut-être à leurs commanditaires, mais certainement pas aux populations rurales. Pour mieux se vendre en tant que représentante de la population des campagnes et des régions de montagne, la ZHAW, qui est à vrai dire établie dans l'agglomération zurichoise, a délocalisé son bureau d'organisation des parcs naturels à la montagne, au «Center da Capricorns» de Wergenstein, (dans une région très couleur locale puisqu'on y parle la quatrième langue nationale). De là, le processus est commandé par ordinateur!

#### Disparition totale des frontières: les «protecteurs de l'environnement» disposent-ils du pouvoir absolu?

Concernant la carte ci-contre du *Parc naturel de la Forêt-Noire du Sud*, qui transforme trois Etats en un ensemble anarchique de petits ronds, tout commentaire est superflu. On pourra se reporter au document intitulé «Naturparkplan für den Naturpark Südschwarzwald» (1<sup>re</sup> édition 2003, p. 14) qui reproduit sur la page de titre une citation de *Bertrand Russell* qu'il convient de méditer: «L'homme est une partie de la nature et non quelque chose qui lui est opposé.» Ce n'est pas «peuplez la terre et dominez-la» mais plutôt «adaptez-vous à la nature», si nécessaire en s'y dissolvant. La forme «moderne» de la politique de grande puissance des Verts et des malhusiens est effrayante à cause de son mépris de l'humain. Il vaut la peine de lire dans ce contexte «Le Parfum d'Adam» de *Jean-Christophe Rufin* et notamment sa postface.

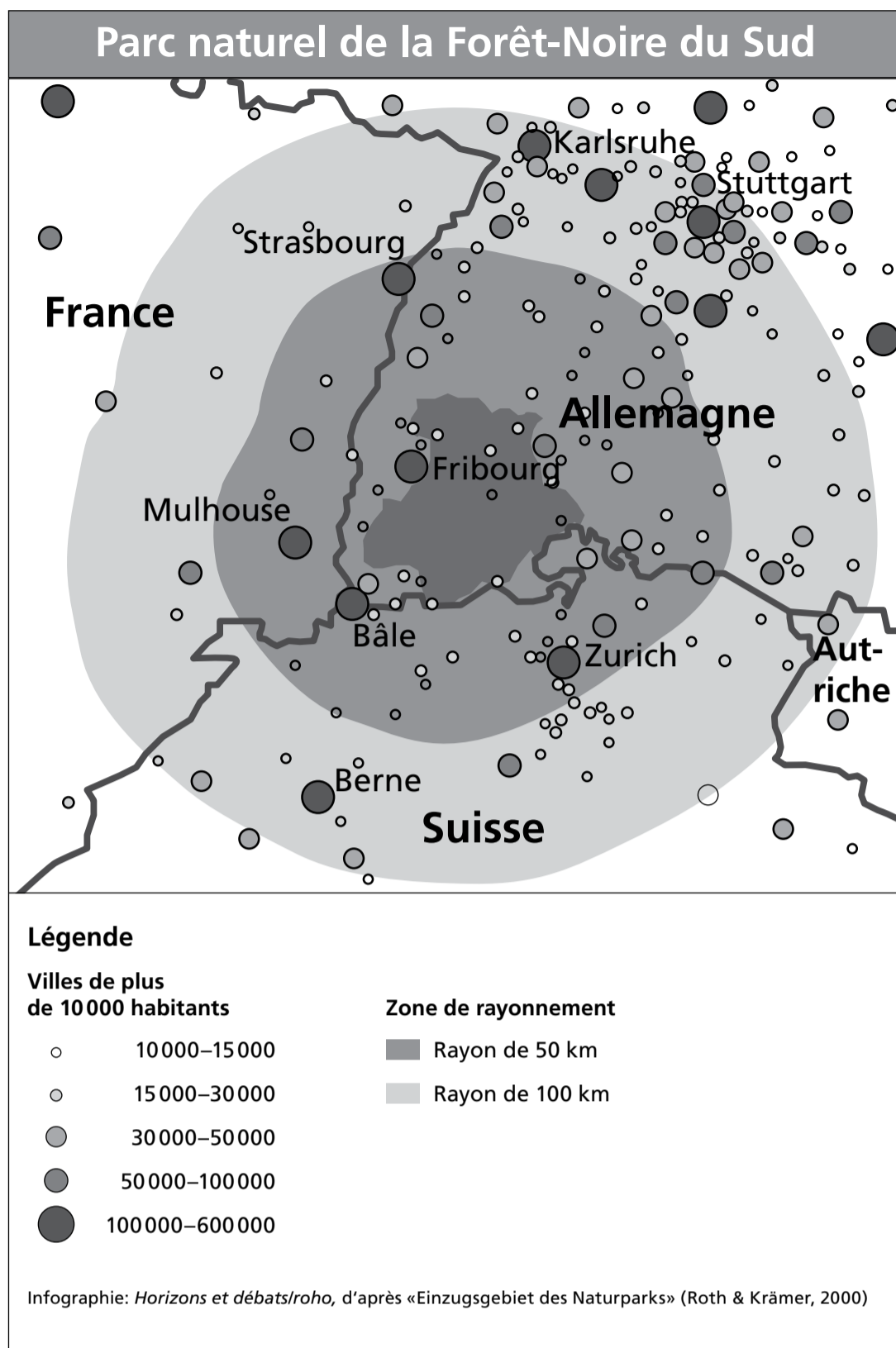
Les «protecteurs de l'environnement», qui ont étonnamment peu de connaissances en biologie et en écologie scientifiques et pratiques et ne se sont jamais sali les mains en plantant des pommes de terre, veulent tout

autre chose: imposer au monde leur idéologie politique et occuper des positions de force aux postes de commande nationaux et internationaux. Ainsi, le *Naturschutzbund Deutschland* est en réalité un mouvement de combat politique qui, par exemple, en 2005, en Basse-Saxe, jugea le gouvernement «noir-jaune» de Basse-Saxe incapable de gouverner parce qu'il ne voulait purement et simplement pas approuver la Directive HFF de 1992 – sur laquelle on n'avait pas demandé l'avis des Länder – et qu'il songeait aussi à la survie des pêcheurs et des agriculteurs. Est-ce que maintenant, en Europe, on ne pourra élire que des gouvernements pour qui les besoins des poissons sont plus importants que ceux des citoyens, pour qui le bien-être des loups est plus important que la vie des moutons, des écoliers et des citoyens? Ceux qui veulent revenir à l'époque de l'Ancien Régime et priver l'homme contemporain de son droit à la vie portent-ils une perruque verte?

Voulons-nous un gigantesque parc naturel qui fait fi des Etats nations, de leurs frontières et de leur souveraineté? La Commission européenne veut décider des projets qui seront autorisés sur le territoire des parcs naturels des Etats membres de l'UE et bientôt en Suisse également grâce à notre Administration fédérale trop zélée. Cela va freiner l'activité économique, ce qui sera très pratique car lorsque les paysans ne pourront plus produire, l'UE et ses Etats membres – et également la Suisse! – n'auront plus à leur verser d'aides directes. Est-ce là enfin une méthode pour économiser sur les dépenses publiques?

#### Conclusion

La Suisse et tous les pays européens feraient bien de s'opposer énergiquement à l'imposition des parcs naturels par l'UE. Sinon la carte de l'Europe, Suisse comprise, sera modifiée sous prétexte de sauvegarde de la biodiversité, nos paysans deviendront des gestionnaires du paysage et des pièces de musée, et la liberté, la qualité de vie, la démocratie directe et l'autonomie communale seront sacrifiées. Et même pas pour un plat de lentilles mais pour une «Charte des parcs» encore à créer à Bruxelles, cette institution en faillite qui ne pense qu'à imposer ses diktats.



## Ce qui s'est passé jusqu'ici dans l'UE: l'exemple de l'Allemagne

Dates	Faits	Commentaires
28 juin 1988	A Hanovre, le Conseil européen, sous la présidence allemande, décide d'élaborer la Directive Habitats Faune Flore (HFF).	
21 mai 1992	Les Etats membres de l'époque adoptent à l'unanimité la Directive 92/43/CEE sur la conservation des habitats naturels ainsi que des espèces de la faune et de la flore sauvages, plus généralement appelée Directive Habitats Faune Flore (HFF). L'objectif de la Directive est de créer un réseau cohérent de zones protégées dans toute l'UE («Natura 2000») afin de sauvegarder ou de rétablir des sites naturels en prenant en compte les besoins des populations animales et végétales.	Application de recommandations du Sommet de Rio de Janeiro L'Europe tout entière doit devenir un réseau de sites naturels ou semi-naturels protégés. La Directive promet des aides financières de l'UE.
Jusqu'en 1995	Les Etats membres de l'UE doivent fournir à la Commission européenne une liste de zones comportant tous les sites et espèces locales «d'intérêt communautaire».	«Intérêt communautaire» signifie «intérêt de l'UE»
1997	La Cour de justice européenne (CJUE) condamne l'Allemagne pour n'avoir pas encore transposé la Directive en droit allemand.	
1998	Sous la pression de Bruxelles et de Luxembourg, l'Allemagne reprend le contenu de la Directive dans sa Loi fédérale sur la protection de l'environnement.	
Novembre 2002	Birdlife International publie dans tous les pays de l'UE une brochure sur «Natura 2000» qui bénéficie d'une aide financière de la Commission européenne. Objectif: augmenter l'acceptation du projet dans les zones «Natura 2000».	Raisons: de nombreux constructeurs de routes, planificateurs, politiques et agriculteurs s'opposent à l'application de la Directive sur la protection des oiseaux de 1979 et de la Directive HFF. La brochure vise à les faire taire.
Automne 2005	Création en Allemagne, par EUROPARC, de la marque «Nationale Naturlandschaften» qui rassemble tous les parcs nationaux (14), les réserves de biosphère (16) et les parcs naturels (plus de 100). L'objectif commun est de protéger et de sauvegarder l'environnement.	Il s'agit là d'une opération astucieuse: ce mélange des 3 sortes de parcs permet de passer facilement des parcs naturels aux parcs nationaux sans que personne ne s'en aperçoive. La population ne s'oppose qu'au moment où elle se rend compte que, tout à coup, elle n'est plus intégrée dans un parc naturel mais dans un parc national.
1 <sup>er</sup> janvier 2006	Nouvel arrêt de la CJUE (à la demande de la Commission européenne) contre l'Allemagne pour mauvaise application de la Directive HFF.	Le Schleswig-Holstein et la Basse-Saxe n'ont pas déclaré réserves naturelles leurs zones d'embouchure car elles ne voulaient pas y rendre impossibles les activités économiques agricoles et forestières.
2007	Rapport d'expertise sur «Natura 2000»: La Commission européenne fixe comme objectif de stopper la perte de biodiversité jusqu'en 2010. Les Etats membres doivent mettre au point des projets de gestion et une surveillance régulière des zones et des espèces menacées.	Le réseau terrestre «Natura 2000» est pratiquement achevé. Certaines zones maritimes et de protection des oiseaux manquent encore partiellement.
24 novembre 2009	Le Naturschutzbund Deutschland (NABU) demande que l'on crée en Allemagne, d'ici à 2020, 2% de zones sauvages: «Le renoncement conscient à toute exploitation n'est pas un luxe mais une mission. L'exploitation totale des terres par l'homme n'est pas seulement égoïste, elle favorise également la disparition des espèces.»	La loutre, l'aigle de mer et le loup ont besoin de «zones non-entrecoupées» par des routes, des villages et autres réalisations humaines.
Octobre 2011	Il est grand temps de mettre fin à ces projets.	

# Comment on appâte les communes avec l'idéologie de la protection de la nature

Interview d'un représentant d'un mouvement citoyen. Entretien mené par Erika Vögeli

ev. Aux réseaux d'organisations qui font avancer l'idéologie des parcs et des loups appartient aussi l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), l'Union européenne et la Fédération Europarc, financée entre autre par l'UE. Leurs directives et règlements – par exemple les directives de l'UICN, valables mondialement – n'ont pas tous un caractère impératif. Cela à la différence des lois sur l'environnement à l'échelle nationale ou à l'échelle des Länder allemands ou bien de la Directive Habitats Faune Flore (HFF) de l'UE qui sont contractuelles pour les pays intégrés. Mais même des directives non impératives livrent des points de repères, des déterminants auxquels se réfèrent de leur côté des institutions privées ou publiques des pays individuels, afin de légitimer leur politique. Ainsi se crée une interaction entre les lois, les autorités et les administrations sur le plan national et des organisations et des directives internationales ainsi que des organisations privées de la protection de la nature; une interaction qui, pour les citoyens d'une région concernée, est souvent impossible à démêler. Lorsque les citoyens concernés se plaignent auprès d'une autorité, celle-ci se réfère aux directives ou à la compétence d'autres et se soustrait ainsi à la discussion objective avec la population.

Le bourrage de crâne non qualifié de certains médias a pour effet que des forestiers et des bûcherons doivent se justifier vis-à-vis de promeneurs et cyclistes hyper-agités et se voient contraints d'expliquer pourquoi ils mettent de l'ordre dans un bout de forêt atteint par le scolyte. Il n'y a que peu de gens qui savent qu'à l'époque de la tempête «Lothar» le directeur de l'Office fédéral de l'Environnement, des Forêts et des Paysages (OFEFP) a déclenché l'invasion des scolytes par sa décision fatale de «tout laisser par terre»! La base des propriétaires de forêts n'a pas été interrogée. Auparavant, ils avaient réussi en collaboration avec les offices cantonaux des forêts à limiter les dégâts par le scolyte grâce à un entretien soigneux des forêts. Là où c'était nécessaire on a mis des pièges odorants. Dans les régions montagneuses en Autriche des versants entiers sont érodés depuis, parce qu'on avait décidé, après «Lothar», de ne rien faire.

Dans la Forêt bavaroise également, des dommages indicibles apparaissent: Ce n'est pas la pluie acide qui aide le scolyte à se développer, mais la directive de ne pas débarasser les parcelles forestières endommagées par la tempête et de conserver par contre des arbres pour les scolytes. Des experts de forêts affirment que c'est tout à fait contreproductif du point de vue écologique: Lorsqu'on laisse se décomposer de grandes surfaces de forêt c'est, du point de vue du CO<sub>2</sub>, tout à fait insensé, car cette décomposition produit beaucoup de CO<sub>2</sub>, alors que l'entretien et l'utilisation durable de la forêt seraient neutres en ce qui concerne le CO<sub>2</sub>. En plus, d'après les experts forestiers, on prévoit pour l'Allemagne déjà actuellement pour l'an 2020 un manque de ravitaillement en bois de plus de 30 millions de mètres cube et mondialement on attend pour l'an 2050 un manque de plus de 7000 millions de mètres cube. Et cela à une époque où les écologistes ne cessent de demander le remplacement des combustibles fossiles par des ressources renouvelables. Où est la logique? Que la «nature pure» dans un monde globalisé avec ses émissions et les nuisances en conséquence ne soit pas réalisable, sauf si l'on enferme la région concernée sous une cloche à fromage, tout le monde devrait comprendre les faits. Pourquoi donc toutes ces exigences?

Concrètement, tout cela signifie que de plus en plus de surfaces devront être attribuées à une zone protégée où une interdiction totale de l'exploitation sera prescrite et l'accès y serait interdit aux êtres humains. Des citoyens concernés en Allemagne parlent dans ce contexte d'un quasi-dépeuplement ou d'une expropriation insidieuse de la population indigène qui se sentira d'autant plus trompée qu'il y a beaucoup de familles qui, par exemple dans la Forêt bavaroise, ont



«Il n'y a que peu de gens qui savent qu'à l'époque de la tempête «Lothar» le directeur de l'OFEFP a déclenché l'invasion des scolytes par sa décision fatale de «tout laisser par terre»! La base des propriétaires de forêts n'a pas été interrogée. [...] Dans les régions montagneuses en Autriche, des versants entiers sont érodés depuis, parce qu'on avait décidé, après «Lothar», de ne rien faire.» (photo keystone)

exploité, la nature pendant des siècles dans un contrat de générations, l'ont soignée et maintenue. En Europe, en particulier, beaucoup de ces beaux paysages représentés dans des images superbes sur les sites de ces organisations sont devenus ce qu'elles sont aujourd'hui uniquement par le soin des êtres humains. Dans l'interview ci-dessous, Franz Kerschbaum nous exposera la situation de manière plus détaillée.

**Horizons et débats: Monsieur Kerschbaum, vous êtes co-initiateur d'un mouvement de citoyens pour la protection de la Forêt bavaroise qui s'est battue contre l'élargissement du parc national. Comment cela s'est-il fait que votre commune ait participé à ce projet?**

**Franz Kerschbaum:** Pour réaliser de tels projets, les communes sont incitées à dire oui par des moyens financiers et des propositions attractives. Chez nous, à l'époque, le gouvernement Stoiber a mis à disposition de la commune – Frauenau et d'autres communes – des moyens financiers du budget étatique issus des recettes de la privatisation. Mais ils ne nous ont pas dit que c'étaient seulement les intérêts qui pouvaient être utilisés – les communes ont naturellement calculé avec 33 millions d'euros pour la région. C'est seulement après qu'on a constaté que l'argent avait été placé et que seul les intérêts étaient destinés aux communes.

C'est là que la promotion des projets continue: La population, ceux qui s'y opposent sont mis sous pression. On leur dit que les 33 millions seraient versés dans ces régions, «mais si vous maintenez votre opposition, vous ne verrez jamais les 33 millions».

## «Tourisme» comme appât

Ou bien on promet que le tourisme serait relancé. Ainsi, Frauenau dispose d'un très beau musée du verre, parce que l'Etat a promis à la commune de Frauenau d'y construire un musée de verre. La commune a ensuite démolit l'ancien petit musée du verre très joli et a construit un musée très grand et beau nous entraînant vers l'insolvabilité actuelle. Cela veut dire que la commune ne peut plus bouger à cause des coûts successifs liés au musée. Alors on nous a dit que le tourisme serait relancé grâce à l'élargissement du parc national – ce n'est pas le cas. Le musée du verre aurait besoin de 50000 visiteurs par an pour couvrir les frais et nous avons dans les 14000 à 15000 visiteurs. Malgré une promotion massive du parc national pour l'élargissement, le musée du verre n'en profite pas. Il n'y a pas davantage de touristes qui viennent dans la Forêt bavaroise et d'autant moins au musée du verre pour couvrir les frais. Par conséquent, chez nous, les taux d'imposition ont augmenté pour que la commune puisse au moins financer les besoins de base tels que

l'eau, la canalisation, l'école, le jardin d'enfants.

S'y ajoute qu'on nous a promis de nous accorder un droit de regard dans les décisions – lorsque le parc sera élargi, ces droits n'existeraient pourtant plus. Après ils diront: Nous avons élargi le parc national, vous avez le droit d'être écoutés, cela signifie qu'on n'a plus le droit de regard. Cela veut dire qu'une simple ordonnance met hors vigueur la loi fondamentale. Les communes auxquelles on a tant promis n'auront plus aucune possibilité d'intervenir. Cela, les communes doivent le savoir. Je ne sais pas comment cela se passe en Suisse, il me semble que vous avez davantage de démocratie, de démocratie de base qui permet encore de faire des corrections. Mais chez nous, c'est comme ça: Au moment de la décision d'une telle affaire, la population n'a plus rien à dire.

## Procédure dictatoriale

**Qui décidera alors?**

Ce sont les directives de l'UE et les directives de l'UICN. Les organes du parc national se réfèrent à ces directives lorsque le parc est aménagé. Cela veut dire que les droits fonciers communaux sont mis hors vigueur, par exemple la loi bavaroise de protection de la nature, la loi des droits de l'eau, la loi de la protection de la forêt, la constitution – tout est mis hors vigueur, les lois existantes sont soumises à ces directives. Avec pour conséquence que les habitants des communes, lorsqu'ils se rendent compte qu'ils ont été piégés, sont privés de toute légitimation et de toute influence. Nous pouvons bien nous énerver et exprimer notre colère, cela ne sert plus à rien.

**Quelles sont les conséquences de ces nouvelles directives?**

Une idéologie de parc naturel absolument cohérente demande de laisser libre cours à la nature, de ne plus intervenir. Cela signifie que là où des développements néfastes se sont déclarés, comme par exemples des insectes nuisibles qui détruisent une grande partie des forêts, on ne doit plus intervenir à cause de ces directives. Autrefois, de telles parasites ont été enrayerés par les paysans forestiers. Cette nouvelle idéologie a pour conséquence que la nature se détruit elle-même. La forêt est détruite sur de grandes surfaces et elle est tout simplement livrée à elle-même. Vous devez voir ça: Ce qu'on nous promet et ce que cela devient en réalité. Un chasseur professionnel de Styrie est venu voir et il a été bouleversé par ce qu'il y a vécu.

Il est possible qu'il y ait des régions sur cette terre où de telles choses seraient faisables, dans des régions peu peuplées par exemple, mais là où vivent des êtres humains concernés, cela a des conséquences graves sur leur qualité de vie. Par exemple, les prix immobiliers baissent, car la protection de

la nature prescrit quels arbres peuvent être plantés au jardin etc. Ce sont des limitations graves qui n'ont pas été annoncées.

Après coup, les gens commencent à comprendre, lorsque ces directives sont mises en pratique. Naturellement cela ne se fait pas d'un seul coup, mais tranche par tranche. Cela veut dire qu'après deux, trois ou quatre ans, la mise en vigueur des directives commence. Ce sont toujours des restrictions, des mises sous tutelle, des expropriations de facto pendant de longues périodes. Cela ne se fait pas en l'espace d'un an, mais les vis sont serrées par étapes et les libertés limitées. Alors la population se rend compte: «Halte! Ce n'est pas ce que nous voulions. Ce n'était pas notre intention.» Mais alors, c'est trop tard.

## Exploitation soignée jusqu'à présent

Jusqu'à présent les gens ont toujours exploité de façon à ne pas détruire les bases existentielles. C'est uniquement grâce à cette procédure avisée et raisonnable, grâce à la protection par l'exploitation et les soins, le maintien par l'exploitation que la forêt est ce qu'elle est aujourd'hui. Le maintien de la diversité des espèces n'est possible qu'en cultivant la nature. Mais ce sont des arguments que les Verts ne veulent pas accepter. Ils prétendent que, si dans le parc national il y avait plus de 60 espèces de coléoptères de plus, la diversité des espèces serait multipliée manifestement par rapport à l'époque de l'exploitation des forêts par les paysans forestiers – ce qui n'est pourtant pas vrai. Il est toujours difficile de désamorcer ces arguments lancés sans preuves de manière qu'on puisse réfuter les écologistes idéologiques. En partie ces derniers ont fait des études à l'université et participent à ce système parce qu'ils gagnent bien leur pain avec ça. Ils obtiennent un emploi quelconque, une activité bien payée. Et alors, ils sont intégrés là-dedans d'après le principe «Les payeurs ont toujours raison». Cependant, le paysage si convoité par les protecteurs de la nature est tentant seulement si parce qu'il a été soigné pendant des siècles. S'il était détruit, aucun protecteur de la nature ne dirait plus: «Nous voulons avoir cette région.»

**Combien de parcs existe-t-il actuellement en Allemagne?**

Nous avons entre-temps 14 parcs nationaux et divers parcs naturels. Avec la réunification se sont ajoutés dans les nouveaux Länder quelques parcs naturels. Nous avons dans la Forêt bavaroise le parc le plus ancien, créé en 1969. La proposition est venue du NPD en 1967, il était représenté au Landtag bavarois par 25 députés. La proposition a cependant été rejetée parce qu'elle venait du NPD. En 1969, deux ans plus tard, les forces vertes ont relancé le projet.

## «Hidden agenda»?

**D'où vient donc cette idéologie?**

Ce n'est pas seulement ainsi chez nous dans la Forêt bavaroise. Je dis toujours, lorsqu'on s'occupe de ce thème, il faut savoir d'où vient cette idée de parc national. D'un côté, les Anglais l'ont déjà appliquée en Afrique. Ils y ont procédé de façon bien plus brutale: Ils ont dit aux chefs de tribus des villages: Dans 15 jours vous aurez disparu de là, 200 kilomètres plus loin – ici on installera un parc national et vous n'y avez plus rien à faire. Celui qui reste, sera fusillé. Aujourd'hui on sait que dans le désert il y avait des gisements de diamants, peut-être le savaient-ils déjà à l'époque. Qui sait?

Cette idée a aussi été appliquée en Amérique. Là, ils ont réfléchi vers 1870 comment décimer la population indigène ou bien comment la priver de ses droits. Des combats guerriers n'étaient plus à l'ordre du jour. Alors on s'est dit que si l'on déclarait ces régions parcs naturels et si l'on interdisait à la population indigène de ramasser du bois, de faire du feu, de chasser et de pêcher, alors elle n'aurait plus d'autre choix que de quitter la région ou mourir de faim. De cette



## Interdit aux êtres humains

par Jan Grossarth

*Sur les bords du Schaalsee en Mecklembourg, un comité de défense se bat depuis des années contre le service de la protection de la nature. Les écocrates veulent protéger la nature contre l'homme.*

Le Röggeliner See est pratiquement invisible. Un rideau d'arbres et de buissons empêche la vue sur l'eau. Mais au village de Dechow on finit par voir le lac. Un chemin boueux mène au bord. Les vagues se brisent contre une passerelle, une petite prairie ombragée invite à s'allonger. Les roseaux dansent, des oies grises exécutent une chorégraphie.

«Ici aussi ils nous ont interdit de pêcher» peste Horst Moog, un monsieur d'un certain âge, qui venant de l'Ouest, est venu s'établir ici, il y a des années, après la chute du mur de Berlin. Horst Moog dirige un comité citoyen contre la dictature de la protection de la nature. Selon le comité, ce service n'a que le pouvoir et les subventions en tête.

### A la limite de la «zone centrale»

Le Schaalsee, situé un peu au sud de Dechow, sépare le Mecklembourg-Poméranie-Occidentale du Schleswig-Holstein. C'est un lac parmi beaucoup d'autres dans cette région. Le paysage est un paradis pour beaucoup d'espèces d'oiseaux. Des études montrent que les oiseaux nicheurs ont besoin de ces réserves naturelles parce que d'autres lacs sont surpeuplés par les touristes. Jusqu'il y a vingt ans, la frontière intérieure allemande passait au milieu du Schaalsee. Aujourd'hui aussi, l'Est et l'Ouest ne sont pas pareils. A l'Ouest, le parc naturel des «Lauenburgische Seen» offre de la place aux touristes, il leur fait même les yeux doux; à l'Est par contre, la région du Schaalsee est une réserve de biosphère Unesco. Le tourisme est toutefois autorisé et est sensé remettre à flot cette région structurellement faible. Mais dans la réserve de biosphère, il est limité.

Dechow se situe à la limite de la «zone centrale» qui fait 6% de la réserve. Pour les habitants, c'est comme un corset. Comme autrefois. Les paysans et leurs vastes maisons aux toits de chaume se trouvaient jusqu'en 1989 dans la zone interdite proche de la frontière de la RDA. Il y a bien 200 personnes qui vivent ici. Dans la zone centrale d'une réserve de biosphère, il doit y avoir aussi peu d'exploitation agricole que possible. Durant des siècles, on entendait par la «nature» des exploitations agricoles paysannes. A présent, la «nature» c'est un monde sans êtres humains. Jürgen Haupt ne voit pas comment cela pourrait attirer les touristes. «Il n'y a que 600 mètres de sentiers pédestres à Dechow,

dit le maire, ça n'attirera que quelques ornithologues. Mais ceux-là ne viennent que pour un jour.»

Les chemins et les sentiers pédestres – un sujet de conversation inépuisable. Douze «rangers» parcourent en jeep et en vélo la réserve pour vérifier que tout va bien. Des anciens résidents de Dechow se font parfois mettre à l'amende parce qu'ils se promènent justement sur un des chemins interdits. Peut-être un chemin qu'ils ont emprunté depuis leur enfance.

A cause d'une affaire de ce genre, une petite révolte populaire s'est déroulée à Dechow. Des riverains défrichèrent un chemin, sans autre. Celui-ci mène au rivage où le village borde le lac, sur une courte distance, le long de l'eau. Le rivage avait été envahi par des buissons de ronces et de saules. L'action clandestine se déroula en hiver, les participants en parlent avec un enthousiasme juvénile. Ils prétendent sans sourciller qu'il s'agit d'un ancien chemin. L'office de la réserve de biosphère est d'un autre avis. Quelques auteurs de l'infraction ont été identifiés.

Dans presque chaque village au bord du lac on peut vous raconter une querelle de ce genre. Le chemin idyllique de Schalis borde la ville de Zerrentin et mène au village de Techin, en offrant une vue sur le lac par-dessus des prairies vallonnées humides. Celui-là aussi, personne n'a plus le droit de l'emprunter. Après que la ville eut ouvert le chemin, l'office le referma au printemps, pour des raisons de «protection des grues». Presque soixante-dix citoyens se réunirent et protestèrent, la plupart des représentants de la ville s'engagèrent sur la voie de la confrontation contre l'office de la réserve de biosphère, mais la ville plia. Durant vingt ans, le chemin avait été utilisé comme prairie à taureaux, les taureaux ne dérangeaient pas les grues. «C'est ça la politique des protecteurs de la nature: ils n'autorisent rien, ils interdisent des chemins pour pouvoir ensuite acheter d'autres surfaces en payant moins cher» dit Wilhelm Hanebeck. C'est un vétérinaire qui s'engage au sein du comité citoyen «Vivre dans la réserve» et qui va se promener de temps en temps sur le sentier des grues interdit. La destruction des ronces de Dechow a constitué l'action fondatrice du comité citoyen. Ce dernier s'oppose à ce que l'homme riverain du lac devienne une espèce animale menacée.

### «L'association de communes a assez d'argent: des millions!»

Pas loin de Dechow, à Kneese, le maire Hans-Jürgen Hoffmann voit son pays natal sombrer: «L'association de communes Région

de Schaalsee, propriétaire de plus en plus de surfaces de la réserve de biosphère, ferme de très anciens sentiers pédestres; et les sentiers pédestres qui ne sont pas interdits, elle les laisse à l'abandon», dit-il. «On déclare simplement biotopes des anciennes étables ou des étangs privés, donc appartenant au domaine de l'office. «L'association de communes a assez d'argent. Elle achète à coups de millions des surfaces pour les recycler – l'exploitation privée se mue en espace naturel protégé.»

Le maire de Kneese est en rogne: «En tant que critiques, on nous taxe d'ennemis de la protection de la nature. Mais je suis un pauvre type qui doit travailler normalement pour un revenu très faible, et mes électeurs de même, et quand je vois comment on manie les fonds publics, je me mets en colère. Car c'est comme ça que ça se passe: on nous prouve toujours qu'il y a une loupe, là où on veut empêcher quelque chose. Du temps de la RDA on me disait: si tu ne portes pas l'arme, alors tu es contre la paix. Et à présent nous entendons de nouveau la même chose: si tu ne partages pas l'avis des «Verts», alors tu es contre la protection de la nature». Hoffmann ajoute: «Il pleut à travers la toiture à l'école de Roggendorf.»

### «Plus de 1400 signatures»

L'office de la biosphère, l'objet de la colère des citoyens, a son siège à Zerrentin, sur la rive sud-ouest du Schaalsee. Dans cette région structurellement faible, c'est un des plus grands employeurs. Il est en même temps l'administrateur de la réserve et le service subordonné de la protection de la nature. Quarante-quatre employés travaillent au «Pahlhuus», au siège du service, muni d'une façade de bois, de cellules solaires et de petites roues éoliennes: un chef de l'office, son remplaçant, un conseiller juridique, une attachée de presse, des chefs de service, des chefs de domaine et les «rangers». Les autorités du Land, également compétentes pour une autre réserve de biosphère du Mecklembourg, cherche à gagner des aides financières. Elle surveille l'application des lois de la protection de la nature, entre autres une disposition concernant le Schaalsee qui date du temps de la RDA et qui entra en vigueur peu avant la réunification allemande. La réserve de l'Unesco est un objet de prestige pour le gouvernement du Land. La protection de la nature et pas seulement le tourisme doivent créer des places de travail dans une région structurellement faible.

Le comité citoyen n'en voit pas grand-chose. Il a récolté plus de 1400 signatures contre une nouvelle mise en eau des prairies, et pour que dans la région du Schaalsee, les

personnes puissent continuer à se déplacer librement.

Il y a peu d'années, Horst Moog, venant de Westphalie, s'est établi ici avec sa femme. Il dirige le comité citoyen «Vivre dans la réserve». Ancien entrepreneur né en 1936, il acheta un domaine agricole et l'installa comme si c'était un décor pour un livre d'images. Des poutres de chêne, des fauteuils en rotin, des couronnes d'épis de blé. Moog avait toutefois imaginé sa retraite plus tranquille. Il voulait construire un petit garage sur son terrain, mais l'office ne le permit pas – pour des raisons de protection de la nature. Il voulait fréquemment monter ses chevaux, mais il y a de moins en moins de chemins – pour des raisons de protection de la nature. Les prairies deviennent des marais et les chemins deviennent du maquis. «La biosphère appelle cela de la succession» peste-t-il. Moog ne trouve pas de fin quand il parle de l'office qu'il n'appelle que «la biosphère». «La biosphère nous met de plus en plus le couteau sous la gorge». Il organise une réunion de citoyens après l'autre. Il écrit des lettres aux journaux et aux politiciens. La plupart du temps, il s'énerve.

### Strictement réglementé

Au cours d'une tournée autour de Dechow, Moog nous montre les lieux de son courroux. A l'arrière de la sortie du village, le district voulait construire une piste cyclable, pour laquelle quelques buissons auraient dû être éliminés, mais il y a longtemps que la procédure d'autorisation n'avance plus, «la biosphère» s'y oppose probablement. Au village voisin de Röggelein, la commune n'obtient pas le droit de vendre des terrains constructibles, parce qu'ils se situaient dans l'axe d'atterrissage des oies. Près du déversoir du lac, l'office fait construire, à grands frais, une voie pour poissons qui mène à l'étang voisin; pour ce faire, il a fait abattre des saules. «Si nous avions fait cela, nous nous retrouverions devant le tribunal» dit Moog. «Aucun panneau n'indique la direction du plus beau point de vue sur le lac de Röggelein» affirme Moog, et une barrière ferme l'accès depuis la route – protection de la nature.

Il y a quelques années, une maison d'habitation s'élevait encore à cet endroit. Lorsque le propriétaire mourut, l'association de communes Schaalsee-Landschaft l'acheta et la démolit. A présent, le point de vue appartient surtout aux oiseaux, bien que ceux-ci jouissent de toute façon d'une bonne vue. Toutefois, l'office de la biosphère construit

Suite page 5

### «Comment on appâte les communes ...» suite de la page 3

manière on a décimé fortement la population indigène, les Indiens d'Amérique.

Plus tard à l'époque du national-socialisme, le régime de Hitler voulait installer dans la Forêt bavaroise le domaine de chasse du Reich. Le 21 septembre 1939, à l'hôtel Rixi à Eisenstein en Bohême le ministre de Chasse du Reich, Hermann Göring a déclaré aux Landrat et aux maires qu'à partir de 1940 les habitants de la Forêt bavaroise seraient déplacés de force en Ukraine, que la région entre Passau et Regensburg au bord du Danube jusqu'à Berg-Reichenstein (aujourd'hui en République tchèque) serait le domaine de chasse du Reich, et que ne pourraient y vivre plus que quelques-uns, ceux qui exploitaient les prairies à foin pour les cerfs et autre gibier. Tous les autres auraient dû partir. Mais alors, il y a eu la Seconde Guerre mondiale et ces chimères n'ont naturelle-

«Il existe une idéologie qui n'est pas transparente, une radicalité et une influence, et une structure de pouvoir effrayant. Nos droits démocratiques sont alors restreints par de simples ordonnances, voire mis hors vigueur et détruits.»

ment pas été réalisées. Donc là se cache en partie aussi l'idéologie nationale-socialiste. La protection radicale de la nature est un prétexte, mais en réalité on s'empare de terres sans avoir recours à la force des armes, sans que la population ait son mot à dire. Plus tard, il y aura l'interdiction d'y pénétrer, des restrictions – s'il y a des droits d'eau, on lutte pour que ces droits soient abandonnés avant le délai ou bien pour qu'ils ne soient pas renouvelés. On dit toujours que tout ça a une importance suprarégionale, une importance européenne. Le fait est que les gens sont restreints dans leur vie: interdiction de récolte de champignons, de baies, comme je viens de le dire, des interdictions de pénétrer les lieux par des sentiers qui ne pourront donc plus être utilisés – seulement la «nature pure».

Il existe une idéologie qui n'est pas transparente, une radicalité et une influence, et une structure de pouvoir effrayant. Nos droits démocratiques sont alors restreints par de simples ordonnances, voire mis hors vigueur et détruits. Et ce ne sont plus que les utilisateurs du parc national et les idéologues du parc qui peuvent se déplacer dans ces régions, alors que tous les autres gens en sont exclus. Même sous peine d'une amende élevée. C'est comme ça chez nous. Il y a tant d'aspects et de problématiques là-dedans que je ne peux que conseiller aux populations: Ecoutez à la ronde, regardez autour de vous et apprenez comment cela s'est passé chez les autres.

Merci beaucoup de cet entretien.

### Le travail forestier – une bénédiction pour notre forêt

thk. Dans le cadre de la propagande générale pour les parcs naturels on nous montre toujours des images de forêts et de prairies parfaites. Les photos ont toutes été prises avant que les zones en question soient mises sous le joug d'un parc naturel, et montrent un paysage taillé et soigné par la main de l'homme qui réjouit l'œil.

Pour que la forêt puisse aussi servir de lieu de détente, elle a besoin de soins intensifs. Pour cela il faut avant tout le travail forestier, qui d'après l'enquête d'un scientifique de l'Institut fédéral de recherche sur la forêt, la neige et le paysage (WSL) conduit de plus en plus souvent à des problèmes entre promeneurs et forestiers. Insultes et menaces sont de plus en plus fréquentes pendant qu'ils exécutent leur besogne exigeante.

Les grandes agglomérations en particulier, comme Bâle, Zurich, Berne et Lucerne ainsi que la rive Nord du lac de Neuchâtel et la partie touristique de l'Engadine représentent les régions les plus chargées de conflits.

Cela donne l'impression que les citoyens des centres urbains ont, de par la désinformation effectuée de longue date par quelques médias, perdu toute affinité avec la nature et sa signification, pas seulement pour le tourisme. La

forêt ne sert pas uniquement de lieu de repos mais elle est outre son importance en tant que fournisseur de matériaux de construction également un important support d'énergie renouvelable, qui a toujours plus gagné en importance ces dernières années.

Le comportement agressif des citadins face aux forestiers et aux bûcherons est alarmant. D'après Anton Bürgi du WSL les barrières réglementaires élevées lors des abattages sont souvent ignorées et les promeneurs se mettent eux-mêmes ainsi en grand danger. Si les citoyens ne retrouvent pas bientôt une attitude raisonnable face à la nature et qu'ainsi se développe à nouveau un échange sensé entre utilisateurs et travailleurs forestiers ainsi que le respect d'un travail dangereux, plus personne ne s'occupera de l'entretien de nos espaces de repos dans un futur proche. Les citadins pourront alors se promener dans des forêts uniquement formées d'arbres rongés par le bostryche ou par d'autres maladies ou bien déjà morts et pourris au sol et contribuant ainsi à la destruction des arbres sains restants. La belle forêt saine, telle que nous la connaissons, ne vivra alors plus que dans nos souvenirs.

Cf. Neue Zürcher Zeitung du 28/10/11

## 440 meutes de loups prévues en Allemagne – pour «déplacer» les êtres humains comme sous Hitler et Staline?

thk. La population s'est familiarisée avec les parcs nationaux édifiés après la Seconde Guerre mondiale: ils sont grands et suffisent comme enseignement pratique. Pour des raisons vraiment obscures et arrogantes, des superficies dénommées «Biosphère» et «Parc naturel» viennent en supplément. S'y ajoute la réimplantation ciblée de prédateurs comme le loup, le lynx et même l'ours.

Alors que l'ours constitue jusqu'à présent plutôt l'exception, il existe pour le lynx, ainsi que pour le loup, un programme actif de réintroduction. Certes, les protecteurs des animaux et le WWF sont discrets et parlent d'une immigration naturelle, pourtant les

### Les loups attaquent les êtres humains

thk. En Suède, au printemps de cette année, une femme a vécu l'horreur de sa vie. Elle se promenait dans la forêt, un dimanche matin, avec son petit enfant et son chien, lorsque soudain deux loups ont apparus et se sont jetés directement sur le chien. Tandis qu'un des deux loups a attrapé le chien par la nuque, l'autre s'en est pris au petit enfant âgé d'un an et demi qui se trouvait dans le landau. Selon le quotidien suédois «Dagbladet», la mère a commencé à crier fort et à menacer le loup avec ses bras. Le loup, apeuré, a laissé sa victime. L'enfant et la mère s'en sont sortis avec une grande frayeur, tandis que le chien a été complètement déchiété par les loups.

En Roumanie également, on a enregistré ces dernières années, des attaques de loups sur des êtres humains. Lors d'une telle attaque en 2009, trois personnes adultes ont été grièvement blessées.

### «Interdit aux êtres humains» suite de la page 4

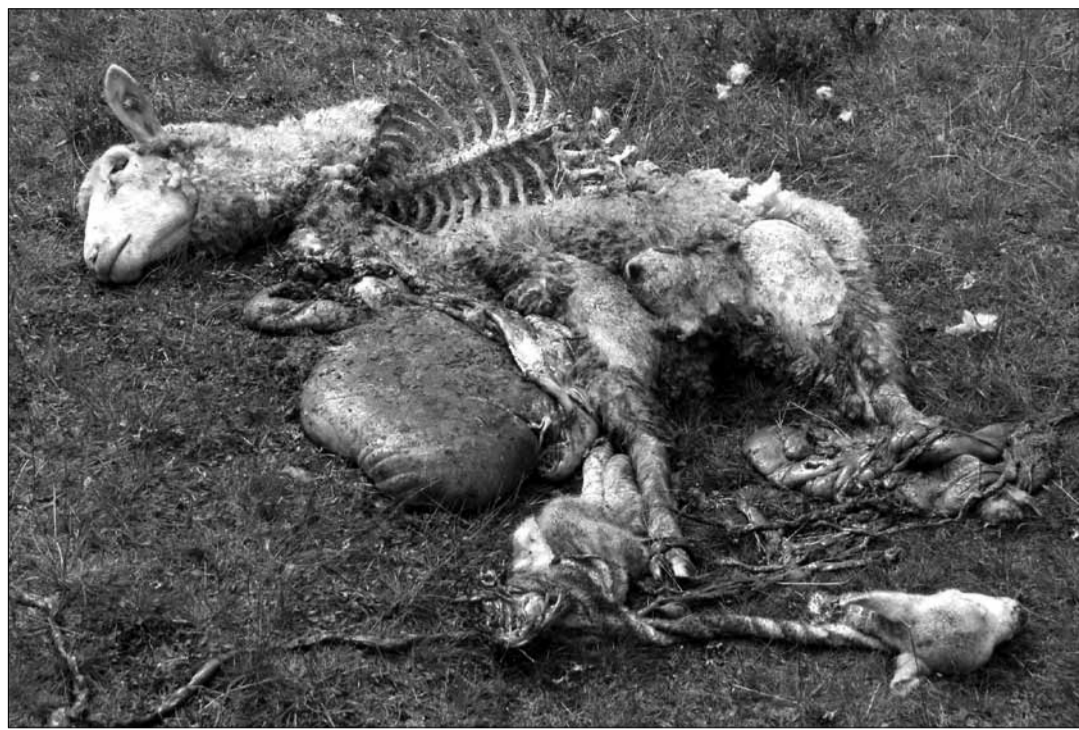
à proximité un belvédère. Ailleurs, la vue est de nouveau strictement réglementée. Un chemin de Dechow mène par une allée vers un point de vue sur une place pour des oiseaux qui couvent, qu'on ne peut voir qu'à travers un trou d'observation dans un rideau de bambou.

Nous poursuivons à pied à travers une prairie – «si la biosphère savait ça!» dit Moog comme un révolutionnaire et s'arrête pile au bord d'un étang. Là, les «rangiers» ont tué un petit bois d'aulnes noirs, les écorces sont pelées sur tout le pourtour, les arbres sont destinés à devenir du bois mort pour les amphibiens. «Et nous, on nous punit à cause de quelques mûres» dit Moog. Qu'est-ce qu'il en est donc? «Les arbres peuvent ainsi être utilisés par les espèces de parasites du bois mort (xylocopes) comme espace de vie» déclare l'office de la biosphère.

### La coexistence de l'homme avec la nature

Il n'y pas que la protection de la nature qui énerve Horst Moog et ses compagnons. Ils se sentent traités par les autorités et les protecteurs du parc avec une arrogance qui démontrerait que leur colère n'est pas à prendre au sérieux, qu'elle ne serait que sentimentale, alors que les arguments de l'office appartiendraient au «domaine scientifique de la protection de la nature». La querelle concernant les aulnes noirs tués est un bon exemple: alors que les citoyens de Dechow affrontent des directives de l'UE ou des plans directeurs de protection des oiseaux, l'office, appuyé par un expert, se sait toujours du côté de la raison soutenant le pouvoir. Les aulnes noirs auraient été tués, dit-on en gros, parce qu'un bureau d'ingénieurs mandaté par l'office avait conclu que c'était nécessaire – qu'il n'y avait pas assez de bois mort pour les amphibiens au bord du Schaalsee.

De temps en temps, les riverains du lac se retrouvent dans un domaine à Dechow – des nouveaux habitants, des anciens de Dechow, des médecins, le maire. Ils ont tous en partage une autre conception de la coexistence de l'homme avec la nature que les protecteurs de la nature. «Qu'est-ce au fond que la nature?» se demandent-ils. Les conversations traitent ensuite d'un monde que plus personne ne comprend. Et d'exemples,



«Le risque que les loups, qui ne trouvent pas assez à manger dans les régions désertes, se rapprochent toujours plus des territoires habités, est incontestable et rappelle les dangers contre lesquels nos ancêtres avaient à lutter.» (photo mad)

chasseurs, les gardes-chasses et les agriculteurs sur place savent tous que le loup et le lynx sont arrivés sur des roues.

En regardant une carte des régions de protection naturelle en Allemagne et leur effet sur l'espace vital des êtres humains, on trouve par exemple avant tout en Saxe, dans le territoire de la Lusace, des parcs naturels régionaux. En même temps, on peut constater dans ce territoire une grande densité de loups. Particulièrement en Lusace, à la frontière du Land Brandebourg, on trouve 6 meutes de loups reproducteurs avec un chiffre correspondant de descendants qui, en partie, quittent la meute et s'en vont plus loin à la recherche d'une femelle pour fonder

d'exemples, d'exemples. Durant des siècles, raconte Christine Schulz, membre de la communauté d'électeurs, les roseaux pour les toits de chaume étaient naturellement récoltés au bord du lac. A présent, la récolte est interdite, et les roseaux doivent être importés de Hongrie. Et: on n'a plus non plus le droit de ramasser les champignons. Horst Moog raconte: «Dans le marais de Kuhlrad, il y a maintenant plus de crapauds à ventre de feu, de tritons crêtés et d'escargots bulbeux verticilles que ce n'était le cas il y a dix ans. Mais il n'y a plus d'enfants qui jouent dans les prés.» Un agriculteur dut attendre trois ans pour que l'office de la protection de la nature lui permette de construire un petit hangar. Il dut promettre en contrepartie de planter quelques arbres. Moog dit que la plupart des citoyens taisent leur colère contre l'office. «A la longue, nous devons de toute façon nous débrouiller avec ceux-là.»

### Glisser sur les intérêts des citoyens

Les soirées de ce genre durent jusqu'à minuit. Les citoyens parlent de restrictions, de l'arrogance de l'office, chacun apporte une pile d'articles de journaux et de correspondance comme documents justificatifs. Mais la partie adverse sait aussi se défendre: l'attention aux préoccupations des citoyens est prouvée par des documents divers, des brochures et des dépliants. Christine Schulz continue: «au début, après que le Schaalsee était devenu réserve de l'Unesco en l'an 2000, la population trouvait cela encore bien. Aujourd'hui, c'est pire qu'au temps de la frontière. On ne peut tout de même pas avoir peur de faire quelque chose d'interdit, chaque fois qu'on pénètre dans un prés.»

Wilhelm Hanebeck, membre du comité citoyen, déclare: «Si on n'est pas juriste spécialisé en droit administratif, on n'a aucune chance d'invoquer des arguments contre l'office. Ils vous assomment d'articles de loi pour vous intimider, et qui sait si tout cela est indubitablement juste.»

Article légèrement raccourci tiré de la *Frankfurter Allgemeine Zeitung* du 3/9/11.

© Tous droits réservés à la Frankfurter Allgemeine Zeitung GmbH, Francfort. Mis à disposition par les archives de la Frankfurter Allgemeine.

(Traduction Horizons et débats)

une nouvelle meute. Le nombre d'animaux dans une meute s'élève de 10 à 15 bêtes. On peut facilement calculer combien de loups se trouvent là-bas. Dr Regina Walther, la responsable d'élevage de l'Association des éleveurs de moutons et de chèvres de Saxe estime qu'il y a «60 à 80 animaux».

### Il faut s'attendre à une unification de la population de loups du Sud et du Nord

Comme le loup n'a plus d'ennemis naturels sous nos latitudes et comme il appartient, en raison de l'article 22 de la *Convention de Berne*, aux animaux strictement protégés, il deviendra, si les êtres humains ne commencent pas à régler la population de loups de manière raisonnable, un problème incontrôlable. Tandis qu'en Allemagne s'implantent avant tout des loups de l'Est, il existe une propagation de loups de l'Italie et de l'Espagne en direction du Nord. Si jamais la population de loups du Sud venait à s'unifier avec celle de l'Est, les personnes concernées se trouveraient en face d'un problème énorme.

D'après Regina Walther, l'argument selon lequel le loup serait menacé de disparition et aurait donc besoin d'une protection particulière, n'est pas exact: «En fait, le loup n'a jamais été menacé de disparition, tout au plus seulement à un niveau régional. En Russie, en Pologne de l'Est et dans d'autres terri-

toires, le loup a toujours été présent en grand nombre.»

Il nous semble presque grotesque que l'Office fédéral pour la protection de la nature selon la «Welt am Sonntag» du 10 juillet présume que 440 meutes de loups pourraient trouver leur place en Allemagne. Cela veut dire d'étendre la population de loups à environ 6000 animaux en Allemagne. Ceux qui en souffriront, seront aussi bien les chasseurs, les éleveurs de moutons et de chèvres ainsi que les agriculteurs. Car un loup tue ce qu'il reçoit. Si le nombre de loups continue d'augmenter, le gibier sera décimé dans une ampleur énorme. Par la suite, celui-ci deviendra de plus en plus farouche et se retirera plus profondément dans la forêt. Si le lynx s'ajoute encore au loup pour chasser les biches et les chevreuils, il y aura une détermination extrême du peuplement du gibier. Un lynx déchire en un an environ 70 animaux. Si on part de 1000 lynx, on en arrive déjà à 70 000 animaux sauvages. Si on y ajoute 500 à 1000 loups, alors aussi bien les êtres humains que les animaux seront menacés. Le risque que les loups, qui ne trouvent pas assez à manger dans les régions désertes, se rapprochent toujours plus des territoires habités, est incontestable et rappelle les dangers contre lesquels nos ancêtres avaient à lutter. Qu'est-ce que cela vient faire dans notre société cultivée et hautement civilisée? Qui sont les instigateurs?

Le fait de se protéger contre les loups à l'aide de chiens de protection de troupeaux comme certains représentants d'institutions le propagent, s'est révélé être en Allemagne aussi bien qu'en Suisse un conte à dormir debout. Les risques provenant des chiens de protection contre les personnes étrangères sont plus grands que le succès obtenu dans la chasse au loup, avant tout si celui-ci chasse en meute ou si le troupeau à protéger se déplace dans un grand territoire difficilement contrôlable.

### Quel en est le but?

En considérant ce développement prévisible, on se demande de plus en plus à quel but sert la réimplantation des prédateurs ou des «grands carnassiers»? Ces animaux ne sont pas utiles sous nos latitudes. Ils représentent une menace pour les éleveurs de moutons, les agriculteurs, le monde de la chasse et pour la population.

Il faut mettre à nu et démasquer les raisons de cette attaque contre les bases vitales des êtres humains en Europe.

## C'est presque une expropriation en catimini On crée des faits accomplis dans le dos des propriétaires fonciers et des agriculteurs

A l'«Alter Postweg» dans le Hegau, on prévoit la création d'une réserve naturelle. Les exploitants agricoles de l'endroit s'attendent à des restrictions importantes.

A l'invitation du président local de l'Association agricole badoise (BLHV) Ferdinand Nutz, quelque 60 agriculteurs se sont retrouvés au restaurant «Fendtstüble» à Watterdingen pour s'informer sur le plan de gestion de la zone «Hegaualb» de la *Directive Habitats Faune Flore* (HFF) et sur une réserve naturelle planifiée par le Conseil régional et les autorités de protection de l'environnement à l'«Alter Postweg», sur le territoire communal de Watterdingen. Au cours de cette assemblée, Nutz a expliqué qu'à propos d'un projet du district de Constance, les agriculteurs ont divulgué leurs comptes d'exploitation et qu'ils ont participé à la journée de la protection de l'environnement. «Maintenant les agriculteurs possédant un contrat de bail du Land se voient imposer des réglementations rigoureuses et une réserve naturelle qui non seulement dévalent leur bien mais mettent l'activité agricole en grande difficulté», a expliqué Nutz, et il s'est montré peu satisfait de l'information politique des autorités de protection de l'environnement

dont les exigences constituent une atteinte incompréhensible des exploitations concernées et de leurs biens. Nutz craint également que les associations doivent accepter, dans leurs activités au bénéfice de la vie culturelle rurale, des contraintes considérables en cas de création d'une réserve naturelle; en effet, il se peut que pour chaque manifestation à l'«Alter Postweg», il faille obtenir une autorisation de la protection de l'environnement. Seraient concernés la société de musique, les pompiers et les amateurs de vol à voile.

Nutz a déclaré dans une interview accordée au «Südkurier» que de toute façon, les agriculteurs ne peuvent pas pratiquer la culture intensive sur les terres de l'«Alter Postweg». «Nous avons maintenant déjà une réserve naturelle HFF dont nous allons respecter les règlements, mais nous n'avons pas besoin d'une réserve naturelle en plus.» Nutz a mentionné d'autres exemples: «Depuis 70 ans, le cadastre nous autorise à avoir un dépôt de bois à l'«Alter Postweg». Si une réserve naturelle était créée, ce dépôt devrait disparaître et il faudrait en construire un autre de l'autre côté de la route où, paradoxalement, il faut

# Belgique: une agonie interminable

«Les Verts européens jettent allègrement les Etats à la poubelle»

par Pierre Hillard, Paris

hd. Les élections de juin 2010 ont permis au parti flamand indépendantiste, la NVA de Bart de Wever, de briguer la première place avec 28% des voix. Début septembre 2011, un sondage du journal «Het Laatste Nieuws», a révélé que ce parti explosait son score pour atteindre 39%. Entre temps, la NVA a été exclue des négociations entre partis politiques flamands et francophones.

En effet, depuis la mi-juillet 2011, ce parti a quitté la table des négociations permettant au dirigeant socialiste wallon Elio di Rupo d'avoir les coudées franches. La formation politique de Bart de Wever opposait une fin de non recevoir aux propositions francophones les estimant trop timorées. Il est vrai que les statuts de ce parti stipulent clairement que la Flandre doit devenir une république indépendante dans le cadre de l'Union européenne. Par conséquent, pendant des mois, on a assisté à une montée des enchères en faveur d'une Flandre toujours plus autonome empêchant ainsi la formation d'un gouvernement belge stable. La situation est devenue ubuesque quand la Belgique a battu le record irakien sans gouvernement.

Désormais, ces négociations semblent mieux réussir puisque des accords ont été obtenus sur BHV (Bruxelles Hal Vilvorde) et sur la loi de financement chargée de donner des pouvoirs accrus aux régions sans trop affaiblir théoriquement l'Etat belge. Toutes ces combinaisons, pour ne pas dire ces acrobaties politico-financières, sont censées donner forme à une nouvelle Belgique. Sans pouvoir affirmer à l'heure où sont écrites ces lignes si ces négociations vont réussir à donner à notre voisin outre-Québécois un véritable gouvernement pour la rentrée parlementaire du 11 octobre 2011, une chose paraît certaine: la Belgique devient de plus en plus une coquille vide. Cette évolution s'explique en raison de l'émergence d'une Union européenne de plus en plus puissante parallèlement à la formation d'un fort pouvoir régional. Entre ces deux strates, les Etats sont pris dans un étau. A quoi peut donc servir un

Etat quand les fonctions régaliennes (battre monnaie, diplomatie ...) sont aux mains des représentants de l'UE. Le chef de file indépendantiste Bart de Wever, classé idéologiquement entre la droite et l'extrême droite, a résumé d'une manière lapidaire mais fort juste cette évolution: «La Belgique finira par s'évaporer entre l'Europe et les régions.»

Cette fragmentation des Etats européens concerne en priorité ceux qui sont déjà touchés par des revendications ethno-régionalistes comme en Catalogne ou encore en Ecosse. Cependant, cette évolution concerne aussi les régions n'ayant pas sur son sol un groupe ethnique affirmé. Nous assistons à l'émergence de féodalités jalouses de leurs prérogatives aux dépens des Etats. Cette situation est voulue et accélérée dans le cadre des instances européennes. Le cas belge est particulièrement probant comme nous allons pouvoir le constater.

En effet, au sein du Parlement européen, les Verts de Daniel Cohn-Bendit, parti à la pointe du mondialisme, jouent un rôle primordial. Prônant une Europe à structure fédérale doublée d'une autonomie régionale renforcée, les Verts européens jettent allègrement les Etats à la poubelle. Cependant, à y regarder de plus près, leurs actions sont encore plus insidieuses. En effet, ce parti est un binôme dont le vrai nom est «Verts/ALE» (Verts/Alliance libre européenne). Les ALE regroupent une trentaine de partis régionalistes indépendantistes écossais, gallois, basque, catalans etc. Or, il est très intéressant de noter qu'on trouve dans cette liste ... la NVA.<sup>1</sup> Ce parti réputé à droite voire à l'extrême-droite se retrouve au sein d'un parti, l'Alliance libre européenne, qui épouse les actions mondialistes des Verts. Cette caractéristique prend un tour plus vif quand on sait que le président des ALE, Eric Defoort,<sup>2</sup> est le co-fondateur de la NVA.<sup>3</sup>

Ces collusions s'inscrivent dans le vaste programme de déstructuration/restructuration des Etats en faveur de l'émergence d'euro-régions. Celles-ci regroupant des régions de différents Etats par-delà les frontières devenues

obsoletes doivent constituer les véritables rouages de la machinerie européenne. Dans le cas d'un éclatement de la Belgique qui se fera tôt ou tard, il est prévu d'intégrer la Wallonie à un bloc régional appelé «Grande région» et regroupant le Luxembourg, la Lorraine, la Rhénanie Palatinat, la Sarre et Eupen/saint Vith.<sup>4</sup> C'est la renaissance d'une Lotharingie chère à Charles le Téméraire. Dans cette affaire, les autorités politiques allemandes sont loin d'être neutres. Nous rappelons que les textes européens traitant de la régionalisation, de la coopération transfrontalière et de la protection ethnique sont en fait d'inspiration allemande. Cette persévérance dans cette politique s'est exprimée par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Allemagne en Belgique qui a remis la «grande croix du mérite» à Karl-Heinz Lambertz<sup>5</sup> président de la communauté germanophone d'Eupen et de saint Vith en mars 2010. Dans son message, l'ambassadeur s'est plu à rappeler l'engagement du président Lambertz à la tête de la communauté germanophone de Belgique en faveur d'une Europe des régions. Ce même Karl-Heinz Lambertz est aussi le président de l'institut européen – en fait allemand: l'Association des régions frontalières européennes (l'ARFE) – chargé de transformer les frontières nationales en frontières administratives. Dans la perspective d'une Belgique éclatée même si les dirigeants

politiques arrivent à prolonger quelque temps son existence, le rôle de cet homme sera primordial.

Cette parcellisation en perspective de la Belgique et des Etats européens s'inscrit dans la crise économique-financière qui touche le monde entier. L'endettement phénoménal des Etats, la crise de l'euro conduisant à une refonte profonde dans l'organisation interne de l'Union européenne, une économie américaine chancelante présentant de plus en plus de ratés sont autant d'outils permettant à l'oligarchie de procéder à une mutation généralisée; c'est-à-dire la destitution des Etats et de leurs prérogatives régaliennes au profit de grands ensembles continentaux européens, nord-américain, sud-américain etc. soumis à la dictature du monde de la finance. La machine permettant la concrétisation de cet idéal babélien est lancée. Notre sort va se jouer au cours de la décennie 2010.

<sup>1</sup> www.e-f-a.org/parties.php?name=\*

<sup>2</sup> www.e-f-a.org/bureau.php

<sup>3</sup> www.levif.be/info/actualite/belgique/eric-defoort-n-va-allez-y-sans-nous/article-1194993067249.htm

<sup>4</sup> www.granderegion.net/fr/grande-region/index.html

<sup>5</sup> www.euregio-aktuell.eu/archives/11238-DG-Grosses-Verdienstkreuz-der-Bundesrepublik-Deutschland-fuer-Lambertz.html

## La stratégie du pouvoir des Verts

Dévalorisation des gouvernements nationaux

par Peter Helmes\*

Ne nous laissons pas duper! L'idéologie corruptrice des Verts ne se laisse démontrer que difficilement par leur lutte contre l'énergie nucléaire et en faveur des pipistrelles d'Europe. C'est pour ainsi dire la ouate dans laquelle le véritable but est emballé.

Sans aucune égard envers les comités de contrôle parlementaires, les politiciens verts alternatifs et leurs instigateurs développent certaines stratégies supérieures à tout gouvernement national, afin d'imposer directement certains objectifs en esquivant les parlements nationaux. [...]

Il s'agit de la «gouvernance mondiale» par un renversement des gouvernements nationaux, déjà démunis auparavant, pas à pas, de leur capacité d'agir! Comment atteindre ce but? En voilà la recette stratégique: il faut lier une grande partie des dépenses de l'Etat de toutes les nations, en forçant ces dernières, dans le monde entier, payer des sommes et taxes immenses (soi-disant nécessaires pour la sauvegarde de notre environnement ou de notre santé) à des institutions ou organisations opérationnelles mondiales. Alors cet argent manque pour toutes les charges nécessaires dans ces pays! Cela fonctionne bien, parce qu'on illusionne les gens en prétendant défendre des buts sublimes avec une valeur morale élevée – et qui pourrait être là-contre?

Si par conséquent une grande partie des moyens courants, que les gouvernements nationaux ont à leur disposition, manquent, parce que des «charges plus hautes» doivent être financées, ces nations ne peuvent plus accomplir leurs charges gouvernementales et satisfaire leur programme politique et leur but sans de grands emprunts ou une augmentation supplémentaire d'impôts qui asphyxient l'économie.

Ces prestations (par exemple le budget social, le budget de la santé publique, le budget de l'infrastructure des transports, mais aussi le budget de la défense), qui ne peuvent plus être assumées par les gouvernements nationaux, vont être ensuite reprises par des comités de contrôle et institutions mondialement actifs et supérieurs, ou en tout cas influencées d'une manière déterminante, comme par exemple des comités

de l'UE ou de l'ONU, des ONG – «Organisations non gouvernementales», comme Green Peace, Robin Wood, Amnesty International et d'autres, qui représentent la «conscience internationale» et la «nouvelle» morale. La perte de pouvoir constante des gouvernements nationaux en est la conséquence, parce que les gouvernements des Etats deviennent de plus en plus insignifiants. Les super-comités et institutions internationales prennent le dessus et finalement le pouvoir des Etats nationaux. Et dans ces centres de pouvoir supérieurs se tiennent depuis déjà longtemps les Verts et leurs camarades, présents aux postes importants! Quelques élus seulement décident finalement ce qui est bien pour les êtres humains et la terre. Le but est d'aboutir le plus vite possible au pouvoir mondial – et cela sans aucune légitimation démocratique.

Extrait de: Peter Helmes. «Die Grünen. Rote Wölfe im grünen Schafspelz». 6<sup>e</sup> édition, Hambourg 2011 (Traduction Horizons et débats)

\* Peter Helmes a été gérant fédéral de la Jungen Union, secrétaire général des Jeunes chrétiens démocrates et conservateurs internationaux, directeur principal de l'Association de la classe moyenne de la CDU/CSU et il a été membre du comité électoral de Franz-Josef Strauss lors de la campagne des élections fédérales allemandes en 1980. Avec Gerhard Löwenthal, Luddek Pachmann et d'autres il a fondé la «Konservative Aktion». Depuis 1996, Helmes est conseiller indépendant pour la politique et les associations.



### «C'est presque une expropriation ...»

suite de la page 5

drait abattre quatre arbres qui ont poussé lentement au cours des années dans un paysage aride.»

Hubert Got, délégué à l'environnement et aux infrastructures du BLHV, rappelle la déclaration faite par l'ancien ministre de l'Agriculture Staibling selon laquelle la gestion de la réserve naturelle HFF est possible dans le cadre de la Directive HFF. Mais les autorités de protection de l'environnement ne s'intéressent aujourd'hui qu'au maintien de la biodiversité et à l'entretien du paysage, sans répondre aux vœux des agriculteurs qui auraient besoin des terres pour les exploiter sous leur forme traditionnelle.

Le maire Helmut Gross a été visiblement surpris qu'une réserve naturelle soit prévue à l'«Alter Postweg». «Même la ville, propriétaire foncière, n'a pas été informée. C'est presque une expropriation en catimini. Les autorités devraient savoir que les agriculteurs entretiennent le paysage et en autorisent l'accès au public. Ni la protection de l'environnement ni les contribuables ne peuvent accomplir cette tâche», a déclaré Gross qui ne comprend pas qu'on crée des faits accomplis dans le dos des propriétaires fonciers et des agriculteurs.

L'agriculteur Stefan Leichenauer et d'autres collègues ont confirmé que les autorités de protection de l'environnement exercent une pression considérable: «Soit vous signez, soit la zone disparaîtra.» Pas moyen de discuter. Les agriculteurs ne comprennent pas que des réserves naturelles HFF doivent être placées sous une protection supplémentaire. «Si nous obéissions aux directives, le foin serait de si mauvaise qualité que nous ne pourrions pas le vendre», a déclaré Ferdinand Nutz.

Source: Südkurier du 24/6/11

(Traduction Horizons et débats)

### Qui sont les partisans de l'écologie profonde

«Avec le temps, savez-vous en effet ce dont je suis le plus fier? Les séminaires que j'ai dirigés, tous ces jeunes gens qui pendant des années sont venus de loin pour travailler avec moi et écouter ce que j'avais à leur dire. [...]

Quand avez-vous commencé ces séminaires?

Au moment où j'ai quitté l'université de Vienne, en 59.

Vous l'avez quitté de votre plein gré?

Oui et non. C'était un milieu étouffant. Il faut se souvenir que l'Autriche a été occupée jusqu'au milieu des années cinquante par les armées alliées. L'université était sous surveillance étroite. Il y avait beaucoup de sujets que l'on ne pouvait pas aborder. Moi, je voulais parler de la nature. Et la nature, pour ces gens-là, c'était un thème nazi. On me jetait sans cesse à la figure le Tierchutzgesetz de Hitler.

Vous étiez plutôt un homme de gauche, pourtant?

Et cela n'a pas arrangé les choses parce que d'autres m'ont au contraire soupçonné de sympathie pour les communistes. Non, je vous dis, il vaut mieux ne plus parler de cette époque. Pour un esprit libre, c'était l'enfer. [...]

Finalement, je me suis dit: ne gardons que ceux qui savent écouter. Et j'ai ouvert un séminaire ici même.

Dans cette maison?

Non, dans la précédente. Elle était plus près de Salzbourg et un peu plus vaste. Il y avait une grande pièce qui servait aux banquets de chasse. C'est là que nous tenions nos réunions.»

Extrait de: Jean-Christophe Rufin, Le parfum d'Adam, p. 456 sq.



Il y a soixante ans

## Les citoyens ont leur mot à dire à propos des questions monétaires fondamentales

par Werner Wüthrich

Récemment, l'Association «Modernisation monétaire» a présenté une initiative populaire visant à réformer le système monétaire suisse. Dans sa conférence de base, Hans Christoph Binswanger, professeur émérite à l'Université de Saint-Gall, a démontré qu'il n'était pas possible de résoudre la crise financière et écologique sans procéder à une réforme des changes et de la monnaie. La Banque nationale suisse entend transformer l'initiative populaire prévue en «monétative». Quatrième pouvoir de l'Etat, la monétative doit répartir efficacement non seulement les espèces en circulation, mais aussi la monnaie fiduciaire, que le système bancaire crée actuellement en accordant des crédits (cf. «Horizons et débats» n° 40 du 10/10/11). J'attire ici l'attention du lecteur sur la contribution des professeurs Philipp Mastroradi et Peter Ulrich «L'argent régit le monde ou est à son service» dans «Horizons et débats» n° 43 du 31/10/11. Ces auteurs sont membres du Conseil scientifique de l'Association «Modernisation monétaire». Le présent article montre que le processus de démocratie directe permettant de résoudre les problèmes financiers et monétaires n'a rien de neuf en Suisse. Il y a soixante ans déjà, trois votations populaires ont eu lieu, qui ont posé les jalons du système monétaire.

En 1944, un accord monétaire a été conclu à Bretton Woods (USA), qui établissait un système fondé sur l'étalon dollar-or. Pendant près de soixante ans, il devait régir la vie économique ainsi que le trafic des paiements et des capitaux mondiaux. Il se basait sur des taux de change fixes, dont la modification nécessitait une procédure compliquée. Le dollar des Etats-Unis devint la monnaie-clé et de réserve. Disposant de réserves d'or considérables, ce pays recommandait aux banques centrales des autres Etats de recourir au dollar des Etats-Unis comme monnaie de réserve et de succédané à l'or. De propres réserves d'or n'étaient pas du tout nécessaires, car les Etats-Unis échangeaient à tout moment de l'or contre des dollars.

En Suisse, le Conseil fédéral et le Parlement ont élaboré, d'entente avec la Banque nationale (BNS), un projet d'article constitutionnel sur la monnaie qui laissait toute latitude pour déterminer les composantes des réserves monétaires. L'art. 39, al. 6 du projet, avait la teneur suivante: Les billets de banque et autres signes analogues pouvaient être déclarés moyens de paiement légaux. La Confédération fixe le genre et le volume de la couverture.» Cette proposition ne faisait l'objet d'aucune contestation parmi les élites politiques. La réaction des votants a surpris d'autant plus: le 22 mai 1949, 61,5% des voix et 20½ de 22 cantons ont rejeté la proposition. La raison du refus



«Le franc suisse adossé à l'or soulignait la dévalorisation graduelle du dollar. Cette évolution perturbait l'empire du dollar et entravait les plans des stratèges qui s'efforçaient d'affaiblir encore davantage le dollar pour financer les guerres futures.» (photo mad)

était claire: la majorité des votants n'acceptait pas de confier à la Confédération, soit aux politiciens et à la Banque nationale, le soin de fixer le type et la composition des réserves monétaires. Si cet article avait été accepté, les responsables auraient pu établir les conditions légales pour constituer une grande partie des réserves monétaires en dollars, comme cela a lieu actuellement en euros. – Une grande partie de la population souhaitait alors expressément que l'or figurât comme réserve dans la Constitution fédérale. – Pour sa part, le parti libéral-socialiste fit une autre proposition.

### Initiative populaire «Garantie du pouvoir d'achat et du plein emploi» lancée par le parti libéral-socialiste suisse

Issu peu auparavant du mouvement de la monnaie franche, ce parti refusait d'établir la monnaie sur l'or, considéré comme trop peu flexible. A ses yeux, l'essentiel était d'ajuster la masse monétaire. Ces milieux ont lancé l'initiative populaire «Garantie du pouvoir d'achat et du plein emploi», recueillant rapidement 90 000 signatures, qui devaient toutes être contrôlées par les autorités. Ce résultat était d'autant plus remarquable que la Constitution n'exigeait que 50 000 signatures et que la population ne se chiffrait alors qu'à la moitié de celle d'aujourd'hui. De surcroît, les femmes ne pouvaient pas encore signer à l'époque. En outre, le thème de la collecte de signatures était tout sauf simple. Il fallait modifier l'art. 39 de la Constitution fédérale de la manière suivante: La tâche principale de la banque pourvue du monopole de l'émission de billets consiste à régler la circulation de ceux-ci dans le pays de façon que le pouvoir d'achat du franc ou l'indice du coût de la vie reste constant. Une expansion procurerait à l'économie croissante les moyens de paiement dont elle a besoin, une réduction jugulerait la hausse des prix. L'objectif serait de parvenir à un équilibre coïncidant avec le plein emploi. Un récit personnel de l'époque donne une idée du climat favorable dans lequel la récolte de signatures a eu lieu (voir l'encadré de la p. 8).

Une décision de démocratie directe relative à des questions fondamentales concernant la finance et la politique monétaire était à l'ordre du jour. La BNS doit-elle régler la masse monétaire de manière à maintenir la valeur de la monnaie et atteindre le plein emploi ou doit-elle donner davantage d'importance à l'or en tant que réserve monétaire de sa politique. Le réponse à cette question sera décisive.

### Débats des Chambres fédérales

Le franchiste Werner Schmid au Conseil national et Hans Bernoulli au Conseil des Etats ont lutté de façon toute particulière contre des adversaires nombreux, en faveur de l'initiative relative au pouvoir d'achat. Ils ont dû faire face à maintes polémiques. Les débats ne concernaient par moments en rien l'ajustement de la masse monétaire, mais Silvio Gesell et la monnaie fondante.

Aux Chambres, les débats sur l'or ont revêtu divers aspects. Le conseiller fédéral Nobs, premier conseiller fédéral social-démocrate, a défendu le maintien de réserves d'or importantes en répondant au parlementaire qui voulait savoir comment la Suisse entendait se comporter si les Etats-Unis accélèrent leur inflation et dévalorisaient leur monnaie. «La réponse est claire. Nous conservons notre pleine liberté d'action. Nous ne sommes impliqués dans aucun automatisme. [...] Nous sommes totalement libres d'examiner les conséquences économiques qu'aurait à subir notre pays et, par la suite, si l'intérêt national supérieur le commande, de prendre les mesures de politique des changes nécessaires.» «La monnaie est un bien précieux», poursuivit-il, «il faut s'en soucier, mais elle n'est pas plus que l'or une idole.» Stähli, conseiller aux Etats thurgovien, ajouta: «La condition d'une monnaie saine n'est pas seulement la fixation officielle d'une couverture-or, mais aussi une économie solide, des rapports juridiques clairs et surtout une volonté populaire constante de travailler.» Un autre facteur était le concept de prévoyance en matière de catastrophes, appliqué à l'époque dans divers secteurs politiques, tel celui de l'agriculture. «Dans le domaine des changes, l'or est une matière très avantageuse», plusieurs parlementaires en sont convaincus.

### Votation populaire du 15 avril 1951

Les votants ont dû répondre à deux propositions, que l'on peut toutes deux attribuer au peuple. Après avoir essuyé une défaite lors d'une votation de 1949, le Gouvernement et le Parlement avaient revu l'article sur la monnaie, qui correspondait aux souhaits d'une grande partie de la population. Au cœur du projet figurait l'al. 7 de l'art. 39 de la Constitution fédérale: Les billets de banque émis devaient être couverts par de l'or et des avoirs à court terme. A cette proposition faisait face celle du parti libéral-socialiste, qui proposait aux votants d'ajuster la masse monétaire.

Le résultat de ce dimanche de votations fut clair et n'incita pas le parti libéral-socialiste à jubiler. 87,5% des voix et tous les cantons ont rejeté l'initiative de garantie du pouvoir d'achat. Par contre, il me semble peu compréhensible que l'initiative ait suscité moins d'approbations lors de la votation qu'au cours de la récolte de signatures. 71% des voix et tous les cantons ont approuvé la nouvelle constitution monétaire, qui entérinait le principe de la couverture-or.

Pourquoi ce résultat si net? L'essentiel n'était pas alors l'argent, mais la préservation de valeurs fondamentales de notre Etat, à savoir l'indépendance et la neutralité, dont l'importance était beaucoup plus forte qu'aujourd'hui. Sur le plan monétaire, l'or passait pour un garant de stabilité beaucoup plus sûr que les recommandations et garanties trompeuses venant des Etats-Unis et proposant de recourir au dollar comme succédané de l'or et comme réserve monétaire. Deux autres raisons politiques pourraient

avoir joué un rôle analogue: l'Allemagne venait de procéder à une réforme monétaire qui dévaluait le mark dans des proportions de 10 contre 1 et, lors de la guerre de Corée, une confrontation des grandes puissances menaçait. Il se peut également que le mot «socialiste» figurant dans le nom du parti libéral-socialiste fût peu opportun pendant la guerre froide. La ligne du parti était sociale libérale.<sup>1</sup>

Pendant les années qui ont suivi la votation, la BNS a augmenté les réserves d'or, qui ont passé de quelque 800 tonnes (Etat après la Seconde Guerre mondiale) à 2600 tonnes (Source: Bulletins mensuels de la BNS). Ces achats ont été financés par les excédents de la balance des revenus réalisés durant ces années. Ceux-ci résultaient de centaines de millions d'heures de travail que la population avait accumulées. En 1964, quelques conseillers nationaux ont répandu dans leur assemblée des rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis auraient entrepris des démarches contre les achats d'or en masse, qu'ils considéraient comme un «acte inamical» envers leur pays. Après 1964, les réserves d'or de la Suisse ne se sont plus guère modifiées. En revanche, les réserves de dollars ont augmenté en masse.

### Fin de «Bretton Woods»

En 1971, le président des Etats-Unis, Richard Nixon, a fermé le «guichet de l'or». Les Etats-Unis ont cessé d'échanger de l'or contre les dollars qu'ils avaient imprimé en quantité pour financer la guerre du Vietnam. Son lien à toute autre monnaie étant aboli, le dollar a commencé sa chute. Si l'on payait alors 4.37 francs par dollar, le cours de celui-ci est passé au-dessous de 80 centimes actuellement. La réduction de valeur s'exprime aussi dans le prix de l'or. L'once de fin est passée de 35 dollars à plus de 1800 dollars.

Dans les années septante, les réserves d'or ont subi leur premier test comme «réserves en cas de catastrophe». Durant ces années, la Banque nationale suisse a subi des pertes considérables sur ses réserves de dollars, le cours de ceux-ci chutant en peu d'années de 4.37 francs à 2.50 francs. Un peu plus tard, le cours du deutsche mark passa de 1.20 francs à 0.80 francs. Comme aujourd'hui par rapport à l'euro, la BNS fixa un cours minimal. Les cours de la livre sterling, de la lire, du franc français et d'autres monnaies se sont aussi dévalués par rapport au franc suisse. Grâce à ses réserves d'or importantes – et aux réserves tacites qu'elles contenaient – la BNS a bien supporté, contrairement à aujourd'hui, les pertes qui en résultaient. Ces turbulences menaçaient déjà l'économie d'exportation. Toutefois, elles stimulaient également ce secteur. A long terme, la Suisse sortait plutôt renforcée de cette situation. Un franc vigoureux contribue depuis plus d'un siècle au succès de notre économie.

Après la défaite essuyée lors de la votation de 1951, les partisans de l'initiative de garantie du pouvoir d'achat s'en sont tenu, pour leur part, au principe d'ajustement de la masse monétaire. Pour résoudre les problèmes des changes de l'époque, Werner Schmid a insisté au Conseil national sans répit, jusqu'à son retrait en 1971, sur l'ajustement de la masse monétaire. Les auteurs de l'initiative ont éprouvé une satisfaction tardive quand la Banque nationale suisse a fait partie des premiers instituts d'émission qui, en 1973, après l'écroulement de Bretton Woods, se sont fixé un objectif de masse monétaire, comme le parti libéral-socialiste l'avait demandé en 1951. La démarche de ce parti était prématurée.

### «Excédentaire»

Les grandes réserves d'or stratégiques de la BNS, qui se chiffraient à 2600 tonnes, n'ont pas été entamées. Elles étaient simplement là, évaluées à leur valeur histo-

Suite page 8

### Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante,  
l'éthique et la responsabilité  
Pour le respect et la promotion du droit international,  
du droit humanitaire et des droits humains

Editeur  
Coopérative Zeit-Fragen  
Rédacteur en chef  
Jean-Paul Vuilleumier

Rédaction et administration  
Case postale 729, CH-8044 Zurich  
Tél. +41 44 350 65 50  
Fax +41 44 350 65 51

E-Mail: hd@zeit-fragen.ch  
Internet: www.horizons-et-debats.ch

CCP 87-748485-6  
IBAN: CH64 0900 0000 8774 8485 6  
BIC: POFICHBEXXX

Imprimerie  
Nüssli, Mellingen  
Abonnement annuel 198.– frs/108.– €

ISSN 1662 – 4599

© 2011 Editions Zeit-Fragen pour tous les textes et les illustrations. Reproduction d'illustrations, de textes entiers et d'extraits importants uniquement avec la permission de la rédaction; reproduction d'extraits courts et de citations avec indication de la source «Horizons et débats, Zurich».



## A propos du «Mouvement d'économie libre»

Silvio Gesell, économiste et réformateur social, vint en Suisse en 1915 et vécut quelques années dans les environs de Neuchâtel. Il fonda – grâce à sa forte personnalité et à sa théorie du mouvement social libéral – le Mouvement d'économie libre («Freiwirtschaftsbewegung»). Il apparut au travers de concepts tels que «Ordre économique naturel», «monnaie franche», «terre libre» (qui entendaient des réformes dans le domaine de la monnaie et du droit foncier), ainsi qu'avec une vie proche de la nature. Lors des crises des années 1930, ce mouvement offrit aux populations allemandes et autrichiennes une perspective. Alors que les activités furent interdites dans ces régions – la commune autrichienne de Wörgl, par exemple, tenta d'émettre une monnaie régionale – elles purent se développer en Suisse et



y devinrent une force sociale. A rappeler que la Société coopérative WIR fut fondée en 1932 et connut un grand succès. Encore aujourd'hui, elle rassemble plus de 60 000 petites et moyennes entreprises avec une monnaie complémentaire particulière (le WIR) et une propre banque (la banque WIR) (cf. *Horizons et débats* n° 37 du 15/9/08). En 1946, des activistes politiques fondèrent, à partir du Mouvement d'économie libre, le Parti libéral-socialiste suisse qui connut d'emblée des succès électoraux et fut représenté tant au Conseil national qu'au Conseil des Etats. C'est dans ce contexte que fut lancée en 1949 l'«Initiative populaire pour la monnaie franche».

Le récit personnel suivant, venu du canton des Grisons, peut donner une idée de ce que fut le Mouvement d'économie libre d'alors.

## Mon grand-père et l'économie libre dans les Grisons

Un enseignant d'école professionnelle raconte: Je me souviens bien de mon temps de l'école primaire. Nous étions souvent invités chez nos grands-parents pour le dîner, du fait que nous habitions en dehors du village. La porte d'entrée de la jolie maison paysanne est décorée d'un cadre dont le bois fut taillé par les propriétaires et porte gravée l'année 1597. Dans le corridor, à côté du téléphone, se trouvait suspendu un grand portrait de Silvio Gesell. Alors même que mon grand-père ne l'avait jamais rencontré, il entretenait tout au long de sa vie des contacts étroits avec quantité de représentants de la théorie d'économie libre et ne cessa de transmettre ses connaissances en la matière à autrui.

J'ai trouvé dans les documents rassemblés, entre autre, la copie d'une page de couverture avec l'inscription «L'intérêt, c'est du vol». Plus tard, mon grand-père inscrivit sur la copie «Je me souviens de cette page de couverture depuis 1915. Le petit livre se trouvait sur le bureau de mon père.»

Mon grand-père naquit en 1901, comme troisième enfant sur sept dans une famille de pasteur. Son père s'était engagé pour la paix, répugnait à la chose militaire et avait fondé un service civil volontaire; il s'opposait vigoureusement à la consommation d'alcool, ce qui faillit lui coûter son emploi à Scharans. Il était très lié d'amitié avec Leonard Ragaz, le fondateur du «socialisme religieux».

En 1927, il acheta une des plus vieilles maisons du village. Il rénova lui-même le bâtiment datant de 1597, l'aménageant avec grand soin en habitation agréable et belle pour ses dix enfants de deux mariages. Par l'achat de la maison et du domaine, il devint paysan indépendant avec six ou sept vaches. Pendant 50 ans, il tint le moulin et la scierie du village. Il trouvait encore le temps d'accomplir des travaux dans son petit atelier confortable où nous autres petits-enfants l'observions, alors qu'il façonnait de nombreux tabourets et des petits sièges pour enfants; il produisait lui-même les meubles pour la maison.

Son souci principal fut de répandre la théorie de Silvio Gesell, l'économie libre. Mon grand-père écrivit un long article pour le 50<sup>e</sup> anniversaire de la mort de Silvio Gesell, le 11 mars 1980. Silvio Gesell mit des années pour trouver des collaborateurs qui adoptèrent ses convictions et les répandirent. Il y eut tout d'abord un petit cercle à Berlin, puis à Berne où fut créée en 1915 la société de monnaie franche et de terre libre.

Au début des années vingt, Werner Zimmermann tint une conférence publique, lors d'un colloque d'enseignants à Thusis, à l'hôtel Weisses Kreuz, dont le sujet fut l'économie libre. Mon grand-père en fut si impressionné qu'il consacra le reste de sa vie à répandre la théorie de l'économie libre autour de lui. Il était très attaché à des noms comme Fritz Schwarz, Werner Zimmermann, Hans Bernoulli, Werner Schmid, Hans Konrad Sonderegger (alors pasteur à Guarda) ou Friedrich Salzmann.

Mon grand-père adhéra au parti démocratique des Grisons d'alors qui

propageait pendant la crise économique les conceptions de Gesell en ce qui concerne la monnaie, ceci dans des cours sur plusieurs jours fort bien suivis dans les Grisons. Les conférenciers évoqués ci-dessus étaient très appréciés. On fonda alors l'Association cantonale de l'Union suisse de l'économie libre sous la direction de l'enseignant grison Karl Mengold et de l'ingénieur Paul Wehrli-Kobel.

Le 17 mars 1962, on implanta une pierre commémorative pour le centième anniversaire de la naissance de Silvio Gesell dans Les Hauts-Geneveys. C'est la commune d'Andeer dans les Grisons qui offrit ce bloc de granit de plus de huit tonnes aux organisateurs. Benedikt Mani écrivit dans la «Neue Bündner Zeitung», «nous nous réjouissons que notre vallée et notre canton aient contribué à honorer un homme qui s'est engagé sans crainte pour la justice économique et sociale.»

Hw. Guidon

### «Les citoyens ont leur ...»

suite de la page 7

rique de 4500 francs par kilo, garantes de la confiance et de la prévoyance en cas d'urgence. Elles n'ont pas non plus été utilisées pour verser, comme aujourd'hui, des bénéfices comptables à la politique. La situation a changé en 1997: le président de la Confédération, alors Arnold Koller, a communiqué au pays, d'entente avec le président de la Banque nationale, Hans Meyer, que la moitié de ces réserves était «excédentaire» et pouvait être vendue.

Cette fois-ci, il y avait aussi des indices d'après lesquels non seulement nos propres experts recommandaient l'action, mais qu'aussi des «démarches» des Etats-Unis jouaient un certain rôle. Le franc suisse adossé à l'or soulignait la dévalorisation graduelle du dollar. Cette évolution perturbait l'«empire du dollar» et entravait les plans des stratèges qui s'efforçaient d'affaiblir encore davantage le dollar pour financer les guerres futures.

Comment fallait-il vendre cet or? Le fait que le Conseil fédéral et le Parlement s'efforçaient de résoudre la question sans s'adresser au peuple était problématique. Par une procédure démocratiquement douteuse, ils ont évité de demander la permission au peuple, propriétaire de l'objet. Si la votation a eu lieu, elle portait seulement sur la question de savoir comment serait affecté le produit de la vente des réserves d'or, à la «Fondation de solidarité» ou à l'AVS. On ne s'étonnera donc pas que le peuple ait refusé dans les deux cas, ce qui peut être interprété comme une protestation contre la procédure juridiquement douteuse des politiciens. La permission expresse des citoyens de vendre l'or des réserves stratégiques aurait été constitutionnellement nécessaire, puisque

les votants avaient décidé la formation de ces réserves, lors d'une votation constitutionnelle en 1951. Au total, la masse considérable de 1500 tonnes d'or prélevées sur la prévoyance pour les cas de catastrophes a été vendue.

Aujourd'hui, la Suisse règle la facture de cette décision erronée, les pertes actuelles que subit la BNS sur ses achats d'euros n'étant pas couvertes suffisamment. Récemment, la BNS a fixé un cours plancher de 1.20 franc par euro. Le risque est grand que d'autres pertes mas-

sives aient lieu si la crise de l'euro s'exacerbe et que le cours minimal ne peut pas être tenu.

### Suggestions émanant de la population

En Suisse, les questions cruciales que posent la crise financière et le secteur monétaire ont incité des citoyens inquiets à agir. Politiquement, une constellation se dessine comme il y a soixante ans: deux initiatives populaires se préparent qui, à mes yeux, ne se contredisent pas. L'initiative de l'Union démocratique du centre (UDC) entend interdire à la BNS d'effectuer d'autres ventes d'or et lui prescrire de conserver au minimum 20% de ses actifs en or. De surcroît, celui-ci sera entreposé en Suisse. Les réserves stratégiques d'or devraient être de nouveau renforcées, comme il avait été décidé en 1951 déjà. La collecte de signatures pour l'initiative «Sauvez l'or de la Suisse» a déjà commencé. L'UDC a le temps, d'ici au 20 mars 2013, de recueillir 100 000 signatures authentifiées. L'autre initiative populaire est encore en phase de projet. Elle a pour thème l'ajustement des masses monétaires. Elle entend créer les fondements nouveaux et stables du système monétaire et bancaire et, surtout, réformer la manière de travailler des banques de sorte que la BNS ou, à l'avenir, la monétative puisse efficacement guider la création de monnaie et de crédit cf. «Pour une modernisation de la monnaie: le «monétatif» dans *Horizons et débats* n° 40 du 10/10/11. Ces deux propositions de la population stimulent la réflexion concernant les questions urgentes qui se posent au sujet de la monnaie et des changes sur le plan mondial. Selon les auteurs, ces questions ne sauraient en aucun cas être laissées au bon vouloir des soi-disant experts.

<sup>1</sup> Cf. Walter Meier-Solfrian, *Ökosozial oder katastrophal*, Kiel 2011, Bartsch Günter, *Die NWO-Bewegung Silvio Gesells*, Lütjenburg 1994.

## Horizons et débats

Hebdomadaire favorisant la pensée indépendante, l'éthique et la responsabilité pour le respect et la promotion du droit international, du droit humanitaire et des droits humains

Abonnez-vous à *Horizons et débats* – journal publié par une coopérative indépendante

L'hebdomadaire *Horizons et débats* est édité par la coopérative Zeit-Fragen qui tient à son indépendance politique et financière. Tous les collaborateurs de la rédaction et de l'administration s'engagent bénévolement pendant leur temps libre. L'impression et la distribution sont financées uniquement par les abonnements et des dons. La coopérative publie aussi l'hebdomadaire *Zeit-Fragen* en allemand et le mensuel *Current Concerns* en anglais.

- Je commande un abonnement annuel au prix de 198.– frs / 108.– €
- Je commande un abonnement annuel au prix d'étudiants de 99.– frs / 54.– €
- Je commande un abonnement de 6 mois au prix de 105.– frs / 58.– €
- Je commande un abonnement de 2 ans au prix de 295.– frs / 185.– €
- Je commande à l'essai les six prochains numéros gratuitement.
- Veuillez nous envoyer \_\_\_\_\_ exemplaires gratuits d'*Horizons et débats* n° \_\_\_\_\_ pour les remettre à des personnes intéressées.

Nom / Prénom: \_\_\_\_\_

Rue / N°: \_\_\_\_\_

NPA / Localité: \_\_\_\_\_

Téléphone: \_\_\_\_\_

Date / Signature: \_\_\_\_\_

A retourner à: *Horizons et débats*, case postale 729, CH-8044 Zurich, Fax +41-44-350 65 51  
CCP 87-748485-6, *Horizons et débats*, 8044 Zurich